Les semaines qui ont ébranlé l'Europe

Partage international nº 17 – Février 1990

« Le processus consistant à inculquer, à imposer des idéologies dans le mental des individus, tend à disparaître dans le monde entier, tant dans le domaine religieux que dans le domaine politique. » (Partage International, décembre 1988*)*

« Le manque de flexibilité politique et religieuse disparaîtra. De nouvelles formes de gouvernement apparaîtront à travers le monde. Les êtres humains voient leur conscience se développer aujourd'hui dans le monde entier, si bien qu'ils n'accepteront plus d'être dominés par d'autres, alors que leur destin est d'être libre. Partout, les gouvernements devront écouter le peuple. » (Partage International, septembre 1988*)*

« Pologne 10 ans, Hongrie 10 mois, Allemagne de l'Est 10 semaines, Tchécoslovaquie 10 jours, Roumanie… ? » On pouvait lire ce texte sur une banderole, lors d'une manifestation qui s'est déroulée en Hongrie à la mi-décembre en protestation contre le régime roumain de N. Ceausescu. L'auteur de ce texte avait fort justement évalué l'esprit du temps : une semaine plus tard, la plus effroyable dictature d'Europe de l'Est était renversée à Bucarest, le dictateur exécuté, et un nouveau gouvernement par intérim était nommé.

Le dénouement sanglant, qui est intervenu de manière incroyablement rapide en Roumanie, constitue l'apogée du choc qui a ébranlé l'Europe dans ses fondements en l'espace de quelques mois seulement.

Nous nous contentons de donner ici un bref résumé des événements les plus importants survenus depuis notre dernier numéro.

Bulgarie — Une semaine après la démission du leader bulgare, T. Jivkov, à la mi-novembre, la direction du parti communiste subissait une purge radicale. Les nouveaux responsables ne semblaient toutefois pas désirer des changements de grande ampleur. Cependant, eux aussi ont été confrontés à un nouveau phénomène, jusque là inconnu en Bulgarie : les manifestations. A la suite de ces manifestations, le chef du parti, M. Mladenov, annonçait le 11 décembre que le monopole constitutionnel du pouvoir détenu par le parti communiste serait abrogé et que des élections générales auraient lieu en mai. Une semaine plus tôt, il avait déclaré que le parti n'était pas prêt à abandonner son droit de gouverner.

Allemagne de l'Est — L'ouverture du mur de Berlin n'a pas suffi au chef du parti, Egon Krenz, pour renverser la situation en sa faveur. Le premier décembre, le parlement abrogeait le monopole du pouvoir détenu jusqu'alors par le parti communiste. Deux jours plus tard, à peine six semaines après son entrée en fonction, E. Krenz était remplacé, de même que le Bureau Politique et le Comité Central. Encore deux jours plus tard, la direction de la police politique, tellement haïe par la population, était renvoyée. Depuis le début du mois de janvier, les Allemands de l'Ouest sont autorisés à visiter la RDA sans visa.

Tchécoslovaquie — Le 17 novembre, la police et les parachutistes dispersaient 50 000 personnes qui s'étaient réunies pour manifester dans les rues de Prague. Le lendemain, un nouveau mouvement était créé : le Forum du Peuple. Le 21 novembre, 200 000 personnes manifestaient sur la place Wenceslas. La police n'intervenait pas. Le 24 novembre, Alexandre Dubcek, l'architecte du printemps de Prague en 1968, prononçait une allocution devant une foule de 300 000 manifestants. Le chef du parti, M. Jakes se désistait, mais le Forum du Peuple ne reconnaissait pas le nouveau gouvernement. D'importantes manifestations de masse ainsi que des grèves conduisirent finalement aux résultats souhaités. L'opposition prit un rôle prépondérant au sein du gouvernement. L'auteur et dramaturge, Vaclav Havel, fréquemment emprisonné dans le passé pour dissidence politique, devint le nouveau Président, et Dubcek, Président du parlement. Havel a appelé son pays à un retour à des valeurs d'honnêteté, de décence et de respect mutuel, en déclarant : *« Nous sommes devenus moralement malades parce que nous avons pris l'habitude de dire une chose et d'en penser une autre. » Annonçant une amnistie pour des milliers de prisonniers tchèques, Havel a demandé à ses compatriotes de « ne pas avoir peur des prisonniers libérés, mais de les aider dans un esprit chrétien, lorsqu'ils seront de retour parmi nous, à retrouver en eux ce que la prison ne pouvait leur inculquer : le repentir et le désir de mener une vie*

Copyright Partage international - www.partageinternational.org

juste. »

Roumanie — Le 24 novembre, le congrès du parti communiste roumain réélisait à l'unanimité Nicolai Ceausescu comme chef du parti. Quelques semaines plus tard, la révocation forcée d'un pasteur était à l'origine d'une marche de protestation de milliers de Roumains. Le jour suivant, la contre-attaque de la police de sécurité conduisait à un bain de sang et les manifestations s'étendaient à d'autres villes. Le 21 décembre, le gouvernement organisait une manifestation pro-gouvernementale qui se termina néanmoins en une violente protestation anti-Ceaucescu. Peu après, le dictateur s'enfuyait. Le 23 décembre, il devenait évident que l'armée s'était rangée aux côtés du peuple. Il en résulta un combat sanglant contre l'omniprésente police de sécurité. Le jour de Noël, l'ex-leader Ceaucescu et sa femme, capturés entre temps, étaient condamnés à mort par un tribunal militaire. Sous la pression des responsables du mouvement étudiant, le gouvernement acceptait d'organiser des élections libres. Silviu Brucan, l'un des leaders du Conseil du Front de Salut National roumain, a déclaré *« qu'à l'avenir il ne pourrait plus y avoir « d'isme » en Roumanie »*. Il a ajouté : *« Nous ne sommes pas communistes. Nous ne sommes « rien de particulier ». Dans ce pays, les théories politiques viennent d'être balayées. »*

Hongrie — En Hongrie, les premières élections libres depuis 40 ans se dérouleront le 25 mars prochain. Elles auront lieu le 6 mai en RDA. Les élections bulgares et tchèques suivront avant la fin du mois de juin.

Albanie — Il est difficile de se faire une quelconque opinion sur la situation réelle en Albanie, du fait de son isolement total du reste du monde. C'est le dernier pays d'Europe de l'Est à conserver encore une élite stalinienne fermement installée au pouvoir et résistant au changement. Mais, selon le quotidien yougoslave *Politika Express*, le gouvernement albanais a dû lui aussi affronter des manifestants. Apparemment, tous auraient été enfermés dans des camps de travail.

En dehors de l'Europe de l'Est, les partis communistes se retrouvent également au pied du mur. En Afrique, le Bénin a abandonné les principes marxistes léninistes qui guidaient ses décisions politiques. Le parti marxiste dirigeant le Sud Yémen a annoncé son intention d'établir un système multipartite. Le parti communiste italien va s'auto dissoudre, abandonner les symboles du marteau et de la faucille, et créer un nouveau parti doté d'un nouveau nom. En Namibie, le parti majoritaire, virulent partisan du marxisme depuis 20 ans, a soumis un projet de constitution à structure démocratique, comprenant des clauses prévoyant un pouvoir judiciaire indépendant et un exécutif élu, responsable devant le législatif.

Europe
Thématiques : politique
Rubrique : Faits et prévisions